

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/321

19 octobre 2001

(01-5154)

Conseil du commerce des marchandises

Original: espagnol

QUESTIONS POSÉES PAR LE HONDURAS AU SUJET DES DEMANDES DE DÉROGATION DANS LE CADRE DE L'OMC CONCERNANT LE NOUVEL ACCORD DE PARTENARIAT ACP-CE

La Mission permanente du Honduras a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 octobre 2001.

Conformément à la date prévue dans le calendrier provisoire du Groupe de travail chargé d'examiner la demande de dérogation dans le cadre de l'OMC concernant le nouvel Accord de partenariat ACP-CE, la République du Honduras transmet au Secrétariat ses questions préliminaires concernant ledit accord, pour qu'elles soient distribuées aux Membres.

La République du Honduras saurait gré aux CE de répondre par écrit aux questions qui lui sont posées; par ailleurs, elle se réserve le droit de poser de nouvelles questions aux CE à une date ultérieure.

Questions posées par la délégation du Honduras aux fins de l'examen de la demande de dérogation concernant l'Accord de partenariat ACP-CE

1. À l'alinéa 23 g) de l'Accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et les Communautés européennes et leurs États membres, on introduit la notion de "promotion du commerce équitable". Les Communautés pourraient-elles expliquer ce qu'elles entendent par là et comment elles appliqueront cette notion dans la pratique, dans le cadre des Accords de l'OMC et de leurs relations avec d'autres pays en développement, en particulier lorsque certaines des dispositions de l'Accord sont discriminatoires et limitent l'accès d'autres pays au marché communautaire?
2. En ce qui concerne l'article 29 de l'Accord, les Communautés européennes et leurs États membres pourraient-ils expliquer comment s'effectuera la coopération en question, eu égard à l'article V de l'AGCS? De quelle manière prétendent-ils mettre en application les dispositions de l'alinéa d) de l'article 29 de l'Accord? Quels sont les délais et les mesures concrètes qu'ils entendent prendre pour réaliser les objectifs énoncés à l'article 29?
3. À l'article 36 de l'Accord, il est convenu de supprimer les entraves aux échanges commerciaux, d'introduire de nouveaux accords commerciaux et de la nécessité d'une période préparatoire. Les Communautés européennes et leurs États membres pourraient-ils expliquer comment ils entendent parvenir à supprimer les entraves aux échanges commerciaux? De quels "nouveaux accords commerciaux" est-il question au paragraphe 2 de cet article et quelle est la nature de ces accords, compte tenu des dispositions pertinentes des Accords de l'OMC? Ces "nouveaux

accords commerciaux" seront-ils des accords bilatéraux entre l'UE et certains pays ACP ou entre l'UE et l'ensemble des pays ACP?

4. Au paragraphe 5 de l'article 37, il est question d'"accords de partenariat économique". Quelle est la différence entre ces accords et les accords commerciaux prévus à l'article 36? Au paragraphe 6 de l'article 37, il est indiqué que seront étudiées toutes les alternatives possibles, afin de pourvoir les pays les moins avancés (PMA) qui ne sont pas prêts à négocier des accords de partenariat économique d'un "nouveau cadre commercial qui soit équivalent à leur situation existante et conforme aux règles de l'OMC". Cela signifie-t-il qu'une nouvelle dérogation sera demandée afin de préserver la situation existante? Qu'entend-on par "situation existante"? La date à laquelle sera achevé l'examen de la situation, c'est-à-dire en 2004, lorsque la période visée par la dérogation ne sera pas encore arrivée à expiration? Ou une autre période? L'UE peut-elle expliquer comment elle entend respecter les règles de l'OMC tout en continuant à garantir un cadre commercial équivalent, sans avoir à demander une nouvelle dérogation?

5. Au paragraphe 7 de l'article 37, il est dit qu'un calendrier sera établi pour la suppression progressive des entraves aux échanges entre les parties, en conformité avec les règles de l'OMC. Qu'est-ce que l'UE entend par libéralisation des échanges reposant sur "l'acquis"? Dans le même paragraphe, il est question d'une "période de transition". L'UE pourrait-elle expliquer de quelle période il s'agit, indiquer quelle en sera la durée et expliquer la différence entre cette période et la période préparatoire mentionnée auparavant? Est-il prévu que cette période de transition ira au-delà de 2008? Dans l'affirmative, cela signifie-t-il qu'une nouvelle dérogation sera demandée?

6. Pourquoi l'UE estime-t-elle, au paragraphe 8 de l'article 37, qu'elle devra défendre au sein de l'OMC le régime commercial conclu? De quel régime commercial est-il question dans ce paragraphe? Celui qui est actuellement visé par la demande de dérogation? Ou un futur régime commercial qui ferait l'objet d'une demande de dérogation? Pourquoi est-il si important de défendre le degré de flexibilité disponible? L'UE pourrait-elle expliquer ce qu'elle entend par là et indiquer quelles seront les formes de flexibilité qu'elle prétend accorder aux PMA qui sont visés dans ce paragraphe?

7. S'agissant du paragraphe 3 de l'article 41, l'UE pourrait-elle expliquer comment elle entend accorder une attention bienveillante aux priorités des pays ACP pour améliorer la liste d'engagements spécifiques? Cela veut-il dire que des engagements seront pris en dehors du régime de la nation la plus favorisée? Au paragraphe 4 de cet article, il est question d'une "libéralisation réciproque des services". L'UE pourrait-elle expliquer ce qu'elle entend par là et comment s'effectuera cette libéralisation, eu égard à l'article V de l'AGCS? Dans quel délai prétend-on parvenir à cette soi-disant libéralisation réciproque? Au paragraphe 5 de l'article 41, il est question d'appuyer les capacités de prestation de services. Comment cela cadre-t-il avec les objectifs ayant trait au renforcement des engagements de l'UE et à la libéralisation réciproque?

8. Il est question à l'article 42 de promouvoir la libéralisation des transports maritimes en appliquant le principe d'accès sans restriction sur une base non discriminatoire, mais il est question d'accorder le traitement national uniquement aux navires exploités par des ressortissants ou des sociétés de l'autre partie, et aux navires immatriculés sur le territoire de l'une des parties. Comment cela s'explique-t-il, eu égard au traitement de la nation la plus favorisée? Cela veut-il dire que les transports maritimes seront soumis à divers régimes? Comment ces mesures se justifient-elles dans le cadre des dispositions pertinentes de l'AGCS? À partir de quel moment ces différences de traitement devraient-elles s'appliquer en ce qui concerne l'accès aux ports, l'utilisation des infrastructures et des services maritimes, les redevances et charges, les facilités douanières, les postes d'arrimage et les installations de chargement et déchargement? Quel sera le traitement réservé aux navires exploités par des personnes d'autres Membres de l'OMC et/ou qui ne sont pas immatriculés sur le territoire de l'UE ou des pays ACP?

9. Au paragraphe 2 de l'article 45, il est question de mettre en œuvre des règles et des politiques nationales ou régionales comprenant la surveillance et, dans certaines conditions, l'interdiction d'accords entre entreprises, de décisions d'associations d'entreprises et de pratiques concertées. Comment ces dispositions s'appliqueront-elles sur le plan régional? Que doit-on entendre par règle régionale? Est-il question de l'espace UE-ACP ou de l'espace ACP? Pourra-t-on interdire des associations entre des entreprises de pays ACP et des entreprises d'autres Membres de l'OMC? Comment un régime régional sera-t-il administré? De quelles entreprises parle-t-on lorsqu'il est dit que les parties interdisent l'abus par une ou plusieurs entreprises d'une position dominante sur le marché commun de la Communauté ou dans les territoires des pays ACP?

10. Dans la déclaration XXIII, il est prévu que seront examinées les mesures nécessaires pour préserver la position concurrentielle des États ACP sur le marché de la Communauté au cours de la période préparatoire, et que cet examen portera sur les conditions en matière de calendrier, les règles d'origine et les mesures sanitaires et phytosanitaires, entre autres choses. Cela veut-il dire que l'on envisage la possibilité d'apporter des modifications aux régimes applicables au cours de la période préparatoire? Comment cela se justifierait-il si la dérogation demandée était accordée? Sur quelle base la position concurrentielle des États ACP sur le marché de la Communauté sera-t-elle évaluée? Quand le premier examen sera-t-il effectué? Envisage-t-on un ensemble distinct de mesures sanitaires et phytosanitaires qui serait fonction de l'origine pour des Membres dont le statut sanitaire est le même?

11. Dans la déclaration XXVII, il est indiqué que la Communauté aura le droit de modifier le régime d'accès aux marchés des départements français d'outre-mer des produits originaires des États ACP. Comment pourra-t-on adopter en l'occurrence un régime distinct dans le cadre de la dérogation, sans avoir décrit la mesure applicable aux nouveaux produits qui seront visés par les nouvelles mesures?

12. Au paragraphe 1 de l'article 3 de l'annexe V, il est indiqué que lorsque le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires de la Communauté affecte les intérêts des États ACP, ceux-ci en seront informés avant l'adoption des dispositions en question. Comment la Communauté informera-t-elle les autres Membres que leurs intérêts sont affectés?

13. En ce qui concerne l'article 9 de l'annexe V, qui prévoit l'applicabilité d'une clause de sauvegarde, quel type de procédures appliquera-t-on lorsque le prétendu dommage ou la prétendue menace de dommage est attribuable à des importations qui proviennent aussi bien de pays ACP que d'autres Membres de l'OMC? Existera-t-il deux procédures distinctes selon la provenance des importations? Conformément aux procédures applicables, est-il possible que des mesures de sauvegarde soient appliquées en dehors du régime de la nation la plus favorisée ou que des mesures différentes soient appliquées en fonction de la provenance des importations qui menacent de causer ou qui causent un dommage?

14. S'agissant du Protocole n° 3, il est indiqué que les Communautés s'engagent à acheter et à importer, à des prix garantis, des quantités spécifiées de sucre de canne, brut ou blanc, originaire des pays ACP. Qu'entend-on par "prix garantis"? Comment cette disposition sera-t-elle appliquée, eu égard aux obligations résultant pour les Communautés européennes et leurs États membres de l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994? Quel sera le type de prix appliqués aux importations de sucre originaire de pays autres que les pays ACP? Pendant combien de temps ce régime restera-t-il en vigueur, étant donné que la demande de prorogation porte sur la période allant jusqu'à 2008?

15. Pourquoi l'accès des pays ACP au marché des Communautés européennes et de leurs États membres fait-il l'objet d'une demande de dérogation au titre de l'article premier du GATT, étant donné

qu'il est clair que l'Accord de partenariat prévoit que des contingents seront attribués aux pays ACP ainsi que des prix garantis? Comment cela peut-il être visé par une dérogation à l'article premier?

I. Dérogation aux obligations découlant de l'article premier du GATT en ce qui concerne les bananes

Considérations générales:

- 1) Prière d'indiquer de manière précise toutes les dispositions pertinentes de l'Accord de partenariat (ci-après dénommé l'*Accord*) qui établissent ce qui est "requis" en ce qui concerne le traitement préférentiel accordé aux bananes originaires des États ACP. En outre, prière d'expliquer les raisons pour lesquelles les CE tiennent pour requise chacune des dispositions pertinentes.
- 2) Prière d'expliquer en quoi diffère, s'il y a lieu, ce qui est requis par l'Accord de ce qui était requis par la *Dérogation accordée pour la Convention de Lomé*, qui était en vigueur du 9 décembre 1994 au 29 février 2000.
- 3) Prière de décrire avec précision toutes les mesures relatives aux bananes qui font partie de ce qui est requis par l'*Accord* – y compris toutes celles qui sont actuellement en vigueur et/ou qui seront en vigueur pendant la période pour laquelle est demandée la dérogation à l'article premier du GATT. Prière d'expliquer quelle forme devra prendre chacune des mesures afin de satisfaire à une exigence particulière de l'*Accord*.
- 4) Prière d'indiquer si les CE estiment que les mesures relatives aux bananes qui font partie de ce qui est requis par l'*Accord* pourront être modifiées à l'avenir. Veuillez expliquer toutes les circonstances dans lesquelles cela pourrait se produire et les raisons qui feraient que ces modifications seraient nécessaires pour satisfaire à une exigence particulière de l'*Accord*.
- 5) Étant donné que les CE demandent pour les bananes une dérogation à la fois à l'article premier et à l'article XIII du GATT, seraient-elles disposées à consolider leurs deux demandes dans un même texte dont les dispositions régiraient le produit en question?

Portée prévue de la dérogation à l'article premier du GATT au cours de la période transitoire

- 6) Les CE ont indiqué que, pendant la période transitoire qui sera en vigueur pour les bananes du 1^{er} juillet 2001 au 31 décembre 2005, elles souhaitent pouvoir accorder une préférence tarifaire de 300 euros par tonne métrique, qui s'appliquerait aux importations de bananes ACP "aussi bien sous contingent que hors contingent tarifaire".
 - a) Prière d'expliquer de manière détaillée les modalités selon lesquelles cette marge de préférence s'appliquerait aux contingents "A" et "B".
 - b) Si cette marge de préférence doit être appliquée aux contingents "A/B", prière d'expliquer pour quelle raison celle-ci est nécessaire afin de satisfaire une exigence particulière de l'*Accord*.
 - c) Veuillez expliquer comment cette préférence peut être compatible avec le *Mémoire d'accord sur les bananes* que les CE ont conclu avec les États-Unis et l'Équateur, étant donné que les deux mémorandums d'accord disposent que "le droit

de douane appliqué aux bananes importées dans le cadre des contingents "A" et "B" ne dépassera pas 75 euros par tonne".

- d) Quel est, depuis le 1^{er} juillet 2001, le volume de bananes en provenance d'Amérique latine qui a été admis dans le cadre du contingent "C" au bénéfice d'une préférence tarifaire de 300 euros par tonne métrique? Et à combien ces importations de bananes latino-américaines devraient-elles s'élever pour toute l'année?
- 7) Les CE seraient-elles disposées à accepter qu'il soit clairement indiqué dans la décision relative à cette dérogation que la préférence tarifaire accordée aux pays ACP s'applique uniquement au contingent "C", et qu'en ce qui concerne les contingents "A" et "B", tous les fournisseurs seront passibles d'un droit de douane consolidé de 75 euros par tonne métrique?
- 8) Si la réponse à la question précédente est que les pays ACP bénéficient d'un droit nul en ce qui concerne également les contingents "A" et "B", le Honduras aimerait savoir quelles sont les possibilités d'accès qu'il peut espérer obtenir à l'avenir si les pays ACP sont soumis à un droit nul dans le cadre de tous les contingents établis par les CE et qu'en outre le contingent "C" leur est exclusivement réservé.
- 9) Nous aimerions savoir si les CE souhaitent que la dérogation qu'elles demandent concernant les obligations qui leur sont faites à l'article premier du GATT s'applique à d'autres mesures distinctes des préférences tarifaires, telles que l'administration des licences, les contingents ou d'autres mesures non tarifaires. Prière d'expliquer les raisons pour lesquelles chacune de ces mesures serait nécessaire afin de satisfaire à une exigence particulière de l'*Accord*.
- 10) Si la taille du marché communautaire augmentait avant le 31 décembre 2005 – entre autres à cause de l'élargissement de l'UE ou d'une hausse de la demande – cette augmentation serait-elle prise en compte dans le cadre du régime de l'UE applicable aux bananes sur la base de la nation la plus favorisée, de sorte qu'elle ne serait pas visée par la dérogation à l'article premier du GATT?
- 11) Nous aimerions savoir si les CE souhaitent que la dérogation à l'article premier du GATT prévoie la possibilité que le contingent tarifaire transitoire soit appliqué au-delà du 31 décembre 2005.

Portée prévue de la dérogation à l'article premier du GATT pour la période allant du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2007

- 12) Quel niveau spécifique de préférence tarifaire pour les pays ACP veut-on inclure dans la dérogation à l'article premier du GATT pour la période allant du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2007?
- 13) Si les CE ne sont pas en mesure de donner des renseignements exacts concernant le niveau spécifique de préférence tarifaire qui sera accordé aux pays ACP pendant cette période, faut-il comprendre qu'elles demandent aux fournisseurs affectés de leur accorder une dérogation à l'article premier du GATT pour une mesure qu'elles ne sont pas capables de décrire à l'heure actuelle?
- 14) Nous avons besoin de savoir à quel moment, pendant la période au cours de laquelle la dérogation à l'article premier du GATT sera en vigueur, pourront être entamées les procédures prévues à l'article XXVIII du GATT afin de renégocier le droit consolidé

actuel, qui est de 75 euros par tonne métrique, et à quel moment les CE entendent achever ces négociations, afin que nous disposions d'une définition de la mesure qui sera appliquée après 2005.

- 15) Les CE prévoient-elles que la dérogation à l'article premier du GATT s'appliquera après 2005 à des mesures autres que la préférence tarifaire? Si tel est le cas, pourraient-elles décrire toutes les mesures non tarifaires qui seront visées? Prière d'expliquer les raisons pour lesquelles chacune de ces mesures serait nécessaire afin de satisfaire à une exigence particulière de l'*Accord*.

II. Dérogation aux obligations découlant de l'article XIII du GATT

- 16) De l'avis des CE, la dérogation qu'elles demandent aux obligations découlant de l'article XIII du GATT est-elle soumise à la condition que 100 000 tonnes passent effectivement au contingent tarifaire disponible sur la base de la nation la plus favorisée? Dans l'affirmative, les CE accepteraient-elles que cette condition soit expressément inscrite dans le projet de décision relative à la dérogation? Si elle ne peut être énoncée sous cette forme, prière d'en indiquer les raisons. Si l'on estime que cette condition n'est pas applicable, prière de fournir des explications.
- 17) Nous souhaiterions savoir si la demande de dérogation aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article XIII du GATT de 1994 porte uniquement sur le contingent tarifaire global de 750 000 tonnes réservé aux bananes ACP, comme il est indiqué dans le document G/C/W/269. Si les CE souhaitent que la dérogation aux dispositions de l'article XIII ait une portée plus large, de manière à inclure l'attribution de contingents par pays dans le cadre du contingent "C", prière d'expliquer avec précision les attributions additionnelles qui seraient visées ou toute autre mesure susceptible d'être visée.
-